

demeurées au même taux qu'en 1944, soit de \$6 à \$8, alors que la production nationale brute a augmenté de 102 milliards de dollars depuis 1944. C'est là l'illogisme du gouvernement de refuser d'en faire autant pour les allocations familiales. C'est dans les familles que se trouvent les besoins les plus pressants, et c'est la famille qui est la plus grande consommatrice. C'est donc là que le pouvoir d'achat devrait être.

Le ministre des Finances a déclaré, dans son exposé budgétaire, que 750,000 Canadiens ne paieront plus d'impôt à compter de 1973. Pourquoi n'en paieront-ils plus? Parce qu'ils sont trop pauvres pour en payer. Ils n'en payaient pas davantage auparavant. L'exemption de base est passée de \$1,500 à \$1,600 pour les célibataires, et de \$2,850 à \$3,000 pour les gens mariés. Elle aurait dû être portée à \$3,000 pour les célibataires, et à \$5,000 pour les gens mariés. Les exemptions sont loin d'être logiques. Le coût de la vie dépasse de plusieurs points l'augmentation de base qui a été consentie; donc, il n'y a rien dans cette mesure qui augmentera le pouvoir d'achat des contribuables. Au fait, il ne s'agit que d'une simple façade.

La suppression de la taxe de 10 p. 100 sur les aliments, sur le chocolat et sur les eaux gazeuses, comme le disait le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), ne sont que des miettes qui s'échappent de la table économique gouvernementale.

L'augmentation des pensions de sécurité de la vieillesse de \$82 à \$100 ne s'harmonise pas à celle du coût de la vie, et il ne faut pas oublier que chaque augmentation des pensions, dans le système actuel, ne fait que contribuer à l'augmentation du coût de la vie et conduit l'économie au suicide. Au fait, on n'applique aucune solution de base pour équilibrer l'économie. Tout cela ne fera que déséquilibrer l'économie et rendre la vie des citoyens plus cruelle, en plus d'être accompagné d'un déficit de 2 milliards de dollars.

Il y en a qui disent qu'on ne doit pas s'occuper d'un déficit, mais quand on aura un gouvernement majoritaire, on dira: Il faut balancer le budget. On n'a plus raison d'accepter des déficits. Et alors, on augmentera les taxes, on augmentera les impôts, ou «coupera» les travaux publics pendant deux, trois ou quatre ans, pour essayer de «rebalancer» le budget du gouvernement. Mais on «débalaçera», comme j'ai dit tantôt, celui de tous les Canadiens, car un juste milieu ne se trouve nulle part dans la présente économie.

Monsieur le président, dans la même proportion où la production est automatique, il faut que la consommation soit distribuée par les moyens techniques et automatiques, et par l'émission de nouveaux crédits, en vue de se mettre au pas avec les nouveaux développements publics, et ces crédits devraient être émis au coût d'administration et remboursés au coût de dépréciation. Ensuite, on devrait émettre des crédits pour racheter les obligations au fur et à mesure qu'elles sont échues, afin d'abaisser la dette publique fédérale, qui est de 48 milliards de dollars, outre les autres dettes des Canadiens.

Monsieur le président, dans le présent budget, s'il avait voulu vraiment être à la hauteur de la situation, le gouvernement aurait supprimé au moins la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Le gouvernement aurait alors contribué directement à donner du pouvoir d'achat aux contribuables, aux familles qui ont besoin de maisons, pour se loger convenablement, et qui ne peuvent pas en posséder parce qu'une taxe de vente de 11 p. 100 existe sur les matériaux de construction.

Budget—M. Watson

De plus, quand on a besoin d'argent pour financer l'achat de bâtiments, on paie, comme plusieurs, de 10 à 12 p. 100 en intérêts à la Société centrale d'hypothèques et de logement. Dans sept ans, l'intérêt s'élève au double du capital; dans 40 ans, on fait payer une maison cinq fois à l'acheteur, et l'on trouve cela normal. On ne dit pas un mot. Le budget ne dit rien là-dessus, et l'on dit qu'on a présenté un des plus beaux budgets de l'histoire du Canada.

Monsieur le président, il s'agit d'un budget de «quétoux», de miettes, d'un budget qui ne fait que réunir des pièces détachées; c'est un budget de replâtrage, car ce n'est pas lui qui sortira les Canadiens du «trou», qui va leur permettre de payer leurs dettes et qui va aider le Canada à se bâtir, à s'agrandir et à se développer. C'est loin d'en être ainsi, monsieur le président!

Quant aux Canadiens,—politiciens, journalistes, économistes, comptables, administrateurs,—je leur rappelle comme observateur de la situation économique et monétaire, au Canada, depuis le jour où le gouvernement a fondé la Banque du Canada en 1934, après la création de nombreuses commissions d'enquête royale, dont les Commissions Stevens et Turgeon, et des enquêtes sur les produits textiles et sur le système bancaire et financier, qu'en 1934, la production nationale n'était que de 4 milliards de dollars; elle est aujourd'hui de 102 milliards de dollars, et elle s'élèvera, en 1973, à 114 milliards de dollars, ce qui représente \$5,000 par personne.

Nous nous faisons dire que nous parlons souvent d'argent, et que l'argent ne pousse pas sur les arbres, mais l'argent «pousse» tout de même quelque part! L'argent pousse au sein du gouvernement, grâce à des procédés techniques, législatifs, qui sont contrôlés, planifiés, administrés et basés sur la production nationale des biens et des services ainsi que sur les besoins des citoyens canadiens.

Tout le Canada est en progrès et en constante évolution depuis 1934. Nous pourrions nous dire un peu satisfaits de nos ressources naturelles, du travail des hommes et du talent des administrateurs du travail et du capital. Nous jouissons tous, plus ou moins, de cette évolution constante.

Monsieur le président, même si tous les journaux et les rapports des réunions publiques sont remplis de nouvelles concernant l'inflation, le chômage et la pauvreté, n'allons pas broyer du noir ni crier au meurtre. Tous ces malaises de l'inflation, du chômage et de la pauvreté ne sont que des malaises de déséquilibre économique sur le plan de la circulation et de la répartition de l'argent entre les institutions trop riches et les institutions trop pauvres.

Grâce à un simple rajustement de l'orientation économique du gouvernement, l'équilibre serait rétabli et tout le monde serait plus heureux. Il ne manquerait plus que le rappel de la loi de l'unité-dollar.

Chaque jour suffit sa peine et apporte ses joies. Soyons positifs!

S'il y a un taux de chômage de 7 p. 100, il y a 93 p. 100 des gens qui occupent un emploi. S'il y a un taux de 25 p. 100 de sous-alimentation, il y en a donc un taux de 75 p. 100 de surproduction. S'il y a 40 p. 100 de capitalisation...

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

[Traduction]

M. Ian Watson (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Selon la coutume,